

Table ronde "L'économie écologique pour accompagner les politiques environnementales : dialogue à partir d'expériences dans les Suds"

Journées ATM, 5 juin 2025, de 11h à 13h

Modératrice : Emilie Coudel (UMR Sens, Cirad, France)

Intervenants :

Baomiavotse Vahinala RAHARINIRINA (Université de Fianarantsoa, Madagascar)

Roldan Muradian (Universidade Federal Fluminense, Brésil)

Philippe Méral (UMR Sens, IRD, France)

Présentation :

Dans un contexte de crises écologiques, sociales et géopolitiques globales, les pays dits des « Suds » sont à la fois les plus exposés aux conséquences des bouleversements environnementaux et les plus dépendants des ressources naturelles pour assurer leur développement. Dans de nombreux territoires des Suds, riches en biodiversité et habités par des peuples autochtones et des communautés locales porteuses de modes de vie spécifiques, de fortes pressions extractives entraînent souvent des situations de vulnérabilité socioéconomique. Ces dynamiques complexes imposent aux politiques publiques de concilier des objectifs multiples : protection des milieux, sécurité alimentaire, justice sociale et reconnaissance des savoirs locaux.

L'économie écologique, en tant que courant critique et transdisciplinaire, offre des outils d'analyse et d'action pour repenser la manière dont les politiques environnementales peuvent répondre à ces multiples défis. Née dans une période où la coopération internationale en matière d'environnement semblait aller de soi, elle se confronte aujourd'hui à un monde où les intérêts communs sont de plus en plus fragmentés. Cela soulève la question suivante : comment réinventer des politiques environnementales fondées sur des principes de justice, de pluralisme et de soutenabilité forte dans un système international marqué par les déséquilibres économiques, écologiques et politiques ?

Cette table ronde réunira des chercheurs et chercheuses engagés dans des démarches d'économie écologique situées dans les Suds (Amérique latine, Afrique, Asie). À partir d'expériences concrètes, elle propose de réfléchir collectivement aux spécificités, tensions et alternatives qui émergent en matière de politiques environnementale.

Elle abordera notamment les questions suivantes :

- Comment concilier **justice environnementale et développement économique** dans des contextes marqués par la pauvreté et la dépendance aux ressources ?
- Quelle place accorder aux **acteurs non étatiques** (ONG, communautés, collectifs autochtones) dans la gouvernance environnementale ?
- Comment éviter que les **solutions technocratiques globales** (finance verte, compensation carbone) n'écrasent les alternatives locales fondées sur des savoirs situés ?
- Peut-on renforcer une **économie écologique des Suds** qui soit **émancipatrice, décoloniale et pluraliste**, à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle ?